



**HAL**  
open science

# ENTRE RÉSISTANCE ET ENGAGEMENT DANS L' ACTION PUBLIQUE : EXPÉRIENCES ET TRAJECTOIRES DES COLLECTIFS PORTEURS DES RESSOURCERIES

Claudia Cirelli, Patrice Mele

## ► To cite this version:

Claudia Cirelli, Patrice Mele. ENTRE RÉSISTANCE ET ENGAGEMENT DANS L' ACTION PUBLIQUE : EXPÉRIENCES ET TRAJECTOIRES DES COLLECTIFS PORTEURS DES RESSOURCERIES. 8ème édition du Congrès triennal de l'Association Belge de Sciences Politiques et 9ème édition du Congrès international des associations francophones de science politique (CoSPoF), Apr 2021, Bruxelles (en ligne), Belgique. <hal-03584237>

**HAL Id: hal-03584237**

**<https://hal.science/hal-03584237v1>**

Submitted on 22 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization



## ENTRE RÉSISTANCE ET ENGAGEMENT DANS L'ACTION PUBLIQUE : EXPÉRIENCES ET TRAJECTOIRES DES COLLECTIFS PORTEURS DES RESSOURCERIES

Claudia Cirelli, Patrice Melé  
UMR CITERES, Université de Tours-CNRS

Communication présentée dans la Section *Résistances aux modes de (sur)consommations et (sur)productions. Modalités, narrations et trajectoires* du Congrès des associations francophones de science politique et de l'Association Belge Francophone de Sciences Politiques. 07 - 09 avril 2021 (en ligne)

### Introduction

Dans cette contribution, nous souhaitons présenter une partie des résultats d'un projet de recherche qui porte sur les actions collectives et les engagements de proximité dans le domaine des déchets sur le territoire de la région Centre-Val de Loire<sup>1</sup>.

La spécificité de ce projet est d'analyser à l'échelle d'un territoire régional l'ensemble des actions collectives qui portent sur les déchets, quelle que soit l'entité porteuse : des collectifs informels aux associations environnementalistes généralistes ou d'éducation à l'environnement, en passant par les nouvelles associations qui traitent spécifiquement de la thématique « déchets ». Le contexte de notre étude, celui d'un espace hors grandes métropoles, semble particulièrement propice à une interrogation sur les modalités de diffusion de pratiques de résistances à la (sur)production et (sur)consommation dans le domaine des déchets dans des contextes différents : deux villes moyennes Orléans et Tours<sup>2</sup>, des petites villes, des communes périurbaines et rurales.

À partir d'un corpus d'entretiens qualitatifs et de l'observation du fonctionnement de 16 des 20 structures de réemploi et réutilisation identifiées dans la région Centre-Val de Loire, nous proposons de focaliser cette contribution sur un dispositif particulier, les ressourceries. Cette forme d'action collective diffuse sur le territoire régional des lieux voués à la mise en œuvre d'une transition qui se présente comme écologique et sociale. L'originalité de notre recherche est donc de s'éloigner des approches monographiques (Messal, 2014) ou de celles traitant d'expériences emblématiques (Corteel, 2015 ; Rassat, 2017 ; Hajek, 2019). Cela nous permet de proposer des interprétations sur la diversité des initiatives et des formes d'action collective.

Inspirées par l'exemple canadien<sup>3</sup>, les ressourceries sont des structures qui ont connu un important développement en France depuis une vingtaine d'années. En récupérant et collectant des objets

<sup>1</sup> Projet *Actions collectives, engagements de proximité et gestion des déchets* (AGIRE) financé par la Région Centre. La région Centre présente la spécificité d'être gouvernée par une alliance entre le parti socialiste et les écologistes. Le conseil régional a été à l'origine de plusieurs initiatives liées à la transition écologique en lien avec la nouvelle compétence régionale sur la planification dans le domaine des déchets. <https://agire.msh-vdl.fr>

<sup>2</sup> Deux agglomérations de tailles similaires (un peu moins de 300 000 hab.) qui ont aujourd'hui le statut administratif de Métropole.

<sup>3</sup> Le concept de ressourcerie est porté au Québec par des groupes environnementaux et communautaires de Montréal pour la première fois en 1991 (Vaillancourt et al., 1999).



mis au rebut, en les réparant, en les revalorisant pour leur donner « une deuxième vie », ces associations effectuent aussi un travail de sensibilisation aux enjeux environnementaux et aux effets de la surproduction et surconsommation. La revente à très bas coût permet de rendre accessibles les objets récupérés pour des consommateurs à faibles revenus. De plus, ces structures créent des emplois localement et participent à certains dispositifs d'insertion. Organisées autour de quatre volets d'activité (collecte, valorisation, vente et sensibilisation à l'environnement) les ressourceries assument une triple vocation : environnementale, sociale et économique. En détournant des tonnes de rebuts, elles permettent également aux administrations locales de faire des économies sur les dépenses liées au traitement des déchets (enfouissement et incinération) et de remplir leurs engagements dans le domaine de la réduction des déchets.

Nous proposons dans cette communication (1) d'abord de définir les modalités d'émergences et de diffusion de ces structures et les profils et trajectoires de leurs porteurs, (2) d'analyser les valeurs, intentions et justifications liées à cette modalité particulière d'action collective, de mettre en évidence les tensions entre les impératifs économiques et de professionnalisation, les formes d'institutionnalisation et les volontés de politisation des pratiques de consommation et de réduction des déchets. Ces éléments posés, nous discuterons (3) la pertinence des interprétations possibles du rôle des ressourceries pour la compréhension des modalités de diffusion des résistances aux modes de (sur)consommations et (sur)productions.

## **I Modalités d'émergences et trajectoire des collectifs porteurs**

### *Diffusion de la ressourcerie comme forme d'action collective*

Créé en 2000, le réseau national des ressourceries réunit aujourd'hui en France 172 structures qui disposent d'un agrément qui permet d'utiliser le label Ressourcerie<sup>4</sup>. La région Centre-Val de Loire, terrain de notre enquête, semble pour sa part caractérisée par un retard sur la dynamique de diffusion nationale : l'observatoire du réseau national ne compte que sept ressourceries pour la région<sup>5</sup>. La première structure affiliée au réseau a été créée en 2011. Notons toutefois que la région Centre a connu dans les cinq dernières années une accélération dans la création de ce type de lieu. Aujourd'hui, 20 recycleries/ressourceries existent, cependant toutes n'adhèrent pas au réseau national<sup>6</sup>.

Les 20 structures de la Région Centre-Val de Loire correspondent à des réalités assez différentes. Pour deux tiers des cas (12/20) celles-ci sont localisées dans des zones à dominance urbaine, dont deux dans les villes les plus peuplées de la région : les agglomérations de Tours et Orléans, le reste

---

<sup>4</sup> Le terme « Ressourcerie<sup>®</sup> » est une marque déposée. Pour adhérer au réseau national il faut payer une cotisation annuelle. Les autres structures prennent souvent le nom de recycleries et développent parfois leurs activités sur des filières spécifiques (textile, vélos, livres...). Même si à partir de 2022 le réseau national des ressourceries est devenu des ressourceries et recycleries. Dans ce texte, nous nous autoriserons néanmoins à utiliser « ressourcerie » avec une minuscule comme un terme générique. Pour adhérer au réseau national il faut payer une cotisation annuelle.

<sup>5</sup> <https://ressourceries.info/> . Une des sept organisations recensées pour la région Centre dans le rapport national de l'observatoire des ressourceries correspond en réalité au réseau régional.

<sup>6</sup> Des 22 ressourceries-recycleries identifiées (décembre 2021), deux ont fermé.

est situé dans de petites villes qui comptent entre 10 000 et 65 000 habitants. Huit sont localisées dans des bourgs ruraux (moins de 2 000 habitants). Dans ces contextes ruraux, parfois éloignés des principaux centres urbains, les ressourceries se constituent comme des lieux plurifonctionnels. Outre les activités de réemploi, réutilisation et recyclage, ce sont des espaces de vente dans des contextes où l'offre commerciale de proximité est peu présente et peu diversifiée et/ou une part importante de la population peut avoir des difficultés à se déplacer (âge, revenu). Ces lieux offrent une très large gamme d'objets et de prix abordables pour des publics aux revenus modestes. Par ailleurs, les ressourceries jouent également le rôle de lieu de sociabilité, grâce aux larges plages d'ouverture au public et aux activités de sensibilisation proposées. Dans les contextes urbains, celles-ci sont également des lieux d'agrégation et d'animation sociale, souvent localisés près de quartiers populaires (50%).

En ce qui concerne la surface occupée, on observe aussi une grande diversité : la structure la plus grande est propriétaire d'un bâtiment de 3800 m<sup>2</sup>, la plus petite loue un local de 50 m<sup>2</sup> avec une moyenne approximative de 500 m<sup>2</sup> ; en matière de tonnages collectés - de 14 tonnes par an pour les plus petites structures et à plus de 150 tonnes pour les plus grandes - ; pour des taux de valorisation (réemploi et recyclage) de 95% pour les plus expérimentées et à 80-85% pour les plus jeunes structures. Leurs recettes propres présentent aussi des écarts notables : entre 12 000 et 350 000 euros par an. Certaines disposent de nombreux salariés - jusqu'à 47 - d'autres ne fonctionnent que grâce à des bénévoles et/ou un seul salarié, là aussi la diversité des modèles économiques choisis (chantiers d'insertion, emplois pérennes, priorité au bénévolat) génèrent des différences notables. Ici il faut préciser qu'il s'agit de données qui changent rapidement du fait de l'évolution des structures et de l'amélioration très rapide de leurs performances au fil des années.

Pratiquement toutes les associations ont mis en place des formes de coopération avec les collectivités territoriales et bénéficient de conventions avec un ou plusieurs éco-organismes. Dans tous les cas, les ressourceries constituent de nouveaux nœuds du système de prise en charge et du service des déchets, notamment dans le domaine de la prévention, qui regroupent différentes initiatives de réemploi et de recyclage locales.

En 2019, quatorze associations de réemploi (dont dix ressourceries) de la région Centre ont constitué le Réseau régional des Acteurs du Réemploi et de la Réutilisation Centre-Val de Loire (RAR-CVL) dans l'objectif de renforcer les liens entre les différentes structures dédiées au réemploi, de mutualiser des efforts et des coûts (de formation par exemple), d'échanger des expériences et des expérimentations et d'incarner la dynamique de diffusion à l'échelle régionale. Avec l'appui de la région Centre-Val de Loire, des acteurs régionaux de l'économie sociale et solidaire et de l'ADEME, le RAR se constitue donc en interlocuteur unique vis-à-vis des pouvoirs publics. Certains représentants des ressourceries sont dès lors intégrés au nom du réseau dans des processus de concertation et de suivi liés à la mise du Plan régional de prévention et de gestion des déchets. Ils souhaitent par ailleurs impulser une réflexion sur la reconnaissance du rôle des ressourceries et sur la structuration de la filière.

*« L'idée est de porter le message un peu plus fort. C'est-à-dire que là, tout seul, sur notre territoire, on n'a pas forcément de répondant. ... On a beaucoup d'exemples dans le territoire où les élus pensent que*



*c'est une démarche isolée presque. Ce n'est pas une démarche isolée, c'est aussi un mouvement qui s'intègre dans les logiques de prévention des déchets et qu'il faut accompagner» (Les Bonnes Manières, Blois).*

### **Modalités d'action collective**

Notre recherche a identifié trois modalités différentes de création des ressourceries. Dans une première modalité, pour la grande majorité des cas, il s'agit de la construction d'un collectif, à partir de la volonté d'un ou plusieurs porteurs qui affichent à la fois un objectif d'engagement alliant les références à l'action environnementale, à l'économie sociale et solidaire et soulignent l'ancrage des projets dans des trajectoires professionnelles et personnelles. Les entretiens avec les porteurs présentent les modalités de constitution de ces collectifs, liés à la création de l'association support et à la recherche d'un local et d'appuis auprès des collectivités (14/20). Ensuite, il existe des projets portés directement par des régies de quartiers, associations parapubliques chargées d'une modalité particulière d'insertion par l'emploi dans le cadre de la politique de la ville (3/20). Dans ces cas, l'activité liée à la récupération d'objets abandonnés débute généralement en lien avec la récupération d'encombrants, s'étend ensuite à des activités comme la sensibilisation au tri, la mise en place d'actions autour du bio déchet par la création et la prise en charge d'un jardin partagé, par le compostage collectif et de proximité. Pour ces ressourceries, l'objectif demeure avant tout la mise en place d'actions en faveur des populations des quartiers défavorisés qui relie l'accès à des biens à faibles prix et, ce qui est désigné, comme la « création et le maintien du lien social ». Et enfin, selon la dernière modalité (3/20), leur création a été portée par des collectivités locales et des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) en collaboration avec des associations préexistantes ou créées dans cet objectif.

La diffusion dans la région de ces structures se réalise dans un contexte de progressive institutionnalisation<sup>7</sup> et de renforcement à partir de 2014 des possibilités d'aide à la création et la mise en place des structures en particulier dans le cadre des appels à projets « Économie circulaire » liés au contrat de plan Etat-région, puis, dans une moindre mesure, du dispositif, « À vos idées de la région » ou « Efferve'sens » de la région Centre-Val de Loire<sup>8</sup>.

Dans cette configuration, l'activité des ressourceries peut compter sur des aides d'implantation parfois importantes à partir de la reconnaissance de leur insertion au sein des politiques de gestion des déchets. Ainsi, une partie des actions liées à la prévention et à la réduction des déchets sont externalisées et prises en charge par ces structures associatives. Ces possibilités d'appui sont perçues comme des gages donnés par les pouvoirs publics, une forme de (re)assurance de la pertinence de leur projet par les porteurs, comme l'affirme la directrice de la Recyclerie de Bourges

---

<sup>7</sup> Depuis 2008 l'Union Européenne a institué un cadre légal (directive 2008/98/CE) dans lequel elle fixait des objectifs de recyclage et de valorisation assez ambitieux à atteindre en 2020. En 2018 une nouvelle directive (2018/851) encourage « la conception, la fabrication et l'utilisation de produits durables, réparables, réutilisables », et confirme la réparation et le réemploi des objets en tant que moyens et objectifs pour contribuer à une réduction de la production des déchets. En France, la loi de transition énergétique de 2015 (LTECV) cadre l'accompagnement à la création d'associations et structures comme les recycleries/ressourceries. Avec la loi antigaspillage de 2019 il est demandé aux filières à responsabilité élargie des producteurs (REP) de soutenir financièrement les acteurs du réemploi qui font de l'insertion par l'emploi (ressourceries, recycleries...).

<sup>8</sup> Au moins 10 des 20 structures que nous avons identifiées ont reçu une aide dans ce cadre.



« Je pense qu'ils ont pleinement conscience que, oui, c'est un secteur qu'il va falloir développer, ça, c'est sûr. C'est quand même dans l'air du temps. On le sent » (La Recycl'regie, Bourges).

Paradoxalement, alors que les ressourceries revendiquent d'abord une action ancrée dans la proximité, elles déplorent de ne pas recevoir autant d'aides qu'elles l'avaient espéré de la part des collectivités territoriales qui disposent de la compétence de gestion des déchets. Les porteurs déclarent se confronter à une « *réceptivité très relative des partenaires naturels d'une ressourcerie [les collectivités locales n.d.r.]...* » (Entretien avec le responsable de la Ressource AAA, Orléans) et ils se sentent « *bridés par les enjeux politiques locaux* » alors qu'ils attendent « *un peu de reconnaissance des élus* » (La Recyclerie Haut Berry, Henrichement) et que « *ils prennent la mesure de ce qu'on est en train de faire* » (La Ressourcerie 1000 & 1 partages, Neung sur Beuvron). Si des aides sont fournies par les acteurs publics locaux, sous forme de mise à disposition de locaux, leur implication reste le plus souvent prudente même si de petites subventions peuvent être accordées, sauf dans le cas où les collectivités ont été à l'initiative de la création (Ressource & Co, Le meilleur de la Grange, La Caverne de Tri'tout) ou ont accompagné une initiative locale.). D'autres travaux sur d'autres territoires ont montré cette même frilosité vis-à-vis des structures de réemploi et réparation (Gobert, Deroubaix, 2021).

Apparaît ici une certaine forme de déconnexion entre, d'une part, les déclarations des politiques nationales et les évolutions législatives, relayées par les actions de la région qui promeuvent une transition dans le domaine de la gestion des déchets et le soutien aux initiatives, et, d'autre part, le mode de gestion des déchets par les EPCI peu portés sur les expérimentations<sup>9</sup>, celles-ci sont limitées par un mode de financement très contraint et par les contrats avec les sociétés responsables des exutoires (décharges, incinérateurs). Notons cependant que la généralisation de projets qui intègrent des acteurs associatifs au sein d'espaces de réemploi placés au sein des déchetteries ouvre un nouveau cadre de collaboration et semble en mesure de modifier cette appréciation, avec toutefois une augmentation du nombre d'objets traités difficile à assumer pour certaines ressourceries.

### ***Des projets initiés et portés par des femmes dotées des compétences et d'expériences antérieures d'engagement***

Un élément saillant de notre enquête est le fait que la plupart de ces initiatives ont été portées par des femmes : deux tiers des structures enquêtées sont dirigées par une femme qui a initié le projet (13/20) et parmi les six structures aujourd'hui dirigés par un homme, deux ont été initiées par des femmes. L'explication fournie par les enquêtées sur la dimension genrée de ces initiatives, que l'on retrouve aussi dans l'organisation interne du travail, renvoient à la prégnance des modèles traditionnels de division du travail. La plupart des objets qui transitent dans ces structures appartiennent à l'espace domestique et sont donc le plus souvent identifiés avec une sphère

---

<sup>9</sup> Une déconnexion du même type a été identifiée dans d'autres travaux concernant le rôle de la planification départementale et régionale et les EPCI responsables de la mise en œuvre du ramassage et du traitement des déchets (Bobbio, Melé, Ugalde 2016 ; Cirelli, Maccaglia, 2019).

d'activité féminine : mobilier, vaisselle, objets de décoration, de puériculture, vêtements, livres, petits électroménagers. De plus, ces objets doivent passer par des phases de tri, nettoyage, petites réparations avant d'être exposés et mis à la vente. Lorsqu'il s'agit de compétences considérées comme techniques, notamment les petits appareils électriques, on rentre alors dans un domaine de compétences considérées comme plus masculines.

Une femme à l'origine d'une petite recyclerie rurale considère que :

*« ...l'aspect fringues, brasser de la fripe, c'est plus catégorisé « femme » ... Je me demande si ce n'est pas l'investissement associatif ? Si ce n'est pas éducationnel ? Les propositions masculines sont sur la main-d'œuvre. On a très peu d'hommes qui tiennent des permanences. Deux hommes sont venus sur la programmation musicale, c'est déjà plus simple. C'est sociétal : ils ont été mal éduqués (rires...) » (La Recycle'rit, Lerné).*

La responsable d'une structure régionale d'accompagnement de projets et initiatives de l'ESS et de citoyenneté livre sa lecture d'un portage principalement féminin des structures : *« Parce que c'est le sale boulot. Exactement, parce que ce sont celles [les femmes n.d.r.] qui se retroussent les manches... » (Cré-sol). Ou encore, le porteur d'une ressourcerie juge « ... qu'il y a un truc culturel. Les hommes sont plus dans la gestion, la politique, les présidences les associations sportives. Alors que les femmes sont plus souvent dans le caritatif, elles mettent les mains à la pâte, c'est triste... ». (Les Bonnes manières, Blois).*

Ces réponses semblent renvoyer à des figures de l'engagement qui reposent sur des formes de division du travail et sur la présence des femmes dans l'espace public et politique dans des secteurs qui prolongent les attentes traditionnelles de la société quant à leur rôle.

Or, lorsqu'on interroge les porteuses et porteurs sur les raisons de leur engagement dans ce type de structure, ce sont non seulement des intentions politiques, des valeurs, mais aussi des principes ou des compétences spécifiques qui sont mis au service d'un projet collectif :

*« je pensais à un lieu ressource. Donc une Oasis ressource [des lieux de vie prônés par le mouvement Colibri n.d.r.]. Et à la ressourcerie que j'avais connue dix ans auparavant au Québec, le concept, enfin une ressourcerie, m'est apparu comme une évidence. Dans le sens où c'était un projet ancré sur son territoire, qui répond aux valeurs qui me sont chères, c'est-à-dire d'un côté, l'environnement, d'un autre côté, la sensibilisation, la pédagogie, le fait de faire à plusieurs, le fait d'avoir une action citoyenne et concrète, et non pas attendre que toujours ça vienne de je ne sais pas où, et juste par le bulletin de vote puisqu'on sait qu'aujourd'hui, ça a quand même moins de poids et moins de valeur. Donc de se dire : bah le pas à pas, le... Qu'est-ce qu'on fait ? Au lieu de râler, qu'est-ce qu'on fait ? » (Les Ateliers ligéteRiens, Tavers)*

Le contexte sociétal qui offre un cadre propice à la création des structures de l'économie sociale et solidaire vouées à l'évitement des déchets est considéré par les porteurs comme susceptible de constituer un champ d'investissement avec des perspectives d'avenir. De plus, dans un contexte de marché de travail pénalisant pour les femmes, l'économie sociale et solidaire est vue comme un secteur pouvant offrir des perspectives professionnelles.

D'autres travaux sur les modalités de lutte contre le gaspillage se sont interrogés sur les effets émancipateurs ou aliénants de ces initiatives pour les femmes impliquées (Guien *et al.* 2020). Il

n'est pas possible d'ouvrir dans les pages de cette contribution le débat sur les liens entre genre, déchets et politique. La prise en charge d'objets déchus qui a lieu dans les *ressourceries*, semble bien correspondre à ces actes d'attention, de réparation - à la fois pratique et symbolique - du monde, habituellement peu valorisés et relégués à l'espace privé et aux femmes (Tronto 2009). Incontestablement dans les *ressourceries*, dans le cadre de certaines activités et actions réalisées une « expertise du domestique » est mobilisée et reproduite. On peut identifier aussi une dimension genrée associée à la fréquentation de ces lieux : « *On a étudié qu'on avait 60 % de notre public en général, sur les ateliers à la boutique, etc. ont fait régulièrement des petits sondages, des petits bâtons de public féminin* » et *plus parmi les volontaires en service civique* » (Entretien avec une salariée de La Ressource AAA). Toutefois, la diversité des tâches implique un certain degré de circulation entre les différents postes « *l'équipe est restreinte alors il suffit qu'il y en ait un qu'il soit malade... et puis il y a les congés. Il faut vraiment pouvoir se remplacer, qu'ils soient autonomes* » (La Recup' & Co., Nogent-le-Rotrou). Nous notons également que pour les salariés ou bénévoles les plus jeunes, la rupture dans la reproduction de l'assignation de tâches et l'investissement de domaines considérés traditionnellement masculin (travail du bois, électronique...) semblent plus facile.

Dans la narration de la genèse de l'initiative, les porteuses et porteurs des projets témoignent d'un moment d'inflexion dans leur parcours professionnel (licenciement, rupture ou fin d'un contrat, reconversion vers un autre métier) ou personnel (déménagement, séparation, arrêt maladie). Par ailleurs, certaines personnes interviewées inscrivent leur action dans la continuité d'expériences d'engagement antérieures.

Les porteurs et porteuses les plus jeunes (entre 35 et 45 ans) affirment s'inspirer des « valeurs du partage », « du prendre soin des hommes et de la nature », « du faire sa part », de la convivialité ou la « sobriété ». Certaines font explicitement référence au mouvement Colibri. D'autres, qui se réfèrent plus globalement à un attachement aux valeurs de l'écologie, évoquent un engagement antérieur dans des initiatives liées à des groupes d'achat solidaire qui prônent l'alimentation biologique et locale, des crèches associatives, d'habitat participatif et/ou écoconstruction. Pour les porteurs qui ont plus de cinquante ans nous retrouvons l'adhésion à des engagements liés plutôt à la lutte contre l'illettrisme, contre la précarité, aux droits des consommateurs, à l'adhésion à des associations environnementales mobilisées sur des thèmes comme la sauvegarde de la Loire ou l'opposition à la construction d'une usine d'incinération dans l'agglomération tourangelle, ou tout simplement un engagement dans la vie associative de la commune. Dans ce groupe, on retrouve plus volontiers les références aux valeurs « de la solidarité », de l'éducation populaire, ou à une action militante plus classique dans le domaine de la défense de l'environnement et du cadre de vie. Parmi les porteurs interviewés peu nombreux sont ceux qui ont évoqué ou revendiqué des engagements dans des partis politiques et syndicats (2/20). Au total, ils assument tous une posture de citoyens actifs en capacité de prendre en charge une action collective complexe qui implique la constitution d'un groupe, l'élaboration et la concrétisation d'un projet. Un autre élément commun réside dans le niveau d'études élevé des porteuses et porteurs, qui ont tous.e.s un niveau BAC+3 ou plus. Le domaine des arts (graphiques, plastiques), de la culture (théâtre, médiation culturelle, communication, journalisme), sciences sociales (ethnographie, sciences de l'éducation, géographie, aménagement du territoire, rudologie) gestion des déchets et



comptabilité. D'aucuns arrivent à faire un lien direct entre leurs études et le travail à la ressourcerie. En général, les porteurs cherchent à construire les conditions au sein d'un collectif existant ou créé ad hoc pour développer le projet (parfois lancé par deux ou trois personnes), pour concrétiser ce qui est à la fois un projet professionnel et d'engagement qui tente de réconcilier leurs valeurs et activités professionnelles.

## II Intentions citoyennes et politiques : entre résistances et engagement dans l'action publique

### *Politisation du déchet et actes citoyens*

Pour les personnes les plus impliquées, qui, pour certains, se définissent eux-mêmes comme « des militants de la réduction » (Entretien avec la responsable de la Recyclerie 1000 & 1 partages), les *ressourceries* sont des projets qui ont une forte dimension politique dans la mesure où ils sont porteurs d'une volonté de transformation d'une « envie de faire changer les choses, les valeurs, les gens, en faisant avec eux » (La Charpentière, Tours).

*« ... C'est un acte citoyen, mais c'est aussi un acte politique dans le sens noble du mot politique... ma démarche à moi, c'était de penser que, ce genre de projet pouvait contribuer à sauver un peu le monde, qui va pas forcément bien » (La Ressource AAA, Orléans).*

*« ... Notre collectif avait déjà ça un peu cheville au corps. On était la crèche parentale l'une des plus anciennes de France à Orléans qui... Qui tend vers le très peu déchets. On ne peut pas dire zéro parce qu'avec l'histoire des couches, et tout. Mais bio. On fait le ménage nous-mêmes. Les produits nous-mêmes. Enfin, on était pas mal dans ces démarches-là quand même. Noyau dur, un peu militant, au départ » (ibid.)*

Ici l'acte politique semble bien renvoyer à une posture de résistance et de rupture vis-à-vis d'un modèle de production et de surconsommation dont les déchets sont l'expression la plus tangible. Par le détournement des objets, les ressourceries proposent de résister aux modes dominants de consommation et de contribuer à réduire la production de déchet : plusieurs sont celles qui rappellent sur leurs sites web que « les ressourceries luttent contre la surproduction de déchets et proposent une consommation responsable accessible à tous ». La Recyclerie 1000 & 1 partage invite à venir « coudre pour résister au grand gaspillage ».

Les compétences acquises dans les expériences passées sont réutilisées dans le cadre d'un nouveau répertoire d'action. L'opportunité d'une deuxième vie pour des objets considérés socialement morts grâce à des activités pratiques autour de leur réparation et de leur régénération constitue, pour certains, l'occasion d'enclencher une transformation sociale et politique plus large d'une communauté locale en commençant par les porteurs, bénévoles, salariés, personnels en insertion et ceux qui gravitent autour de la structure. Les objectifs affichés s'inscrivent donc à la fois dans l'action publique environnementale et dans l'émancipation des individus par l'accroissement de leur capacité d'agir et, dans certains cas, dans la requalification d'un espace de vie.

### ***Produire des lieux qui permettent la création de nouveaux liens***

Dans les discours des porteurs, les *ressourceries* sont des lieux où la récupération d'objets destinés au rebut est à la fois un objectif pour réduire les déchets traités et un moyen pour agir et enclencher une transformation dans les pratiques et les représentations associées aux rebus. Il s'agit donc bien d'agir sur et de transformer à la fois des humains et des non-humains.

*« L'idée, c'est que les gens prennent conscience de quelle façon chacun peut allonger la durée de vie des objets chez soi. Par exemple, j'ai un truc qui est cassé, plutôt que d'aller acheter quelque chose de nouveau, avoir juste cette petite étincelle qui dit : Ah ben tien ! c'est vrai qu'à la ressourcerie, il y a quelques mois, j'ai bien réussi à réparer tel truc donc je n'ai pas cédé à la facilité ; je vais essayer de reproduire chez moi ce que j'ai pu apprendre. C'est vraiment l'idée : transmettre une certaine façon de voir l'objet, de le faire durer ». (Les Bonnes manières, Blois).*

*« Ce lieu se veut un espace d'expérimentation, de création, de pratiques pédagogiques et de transformation sociale » (La Charpentière, Tours).*

Donner une deuxième vie aux objets délaissés et les détourner du processus d'élimination (par enfouissement ou incinération), les remettre en circulation, a un effet tangible, quantifiable en tonnes par an, est une action concrète, qui produit des effets immédiats. Souvent, les *ressourceries* affichent à l'entrée de leurs locaux des informations concernant les tonnages d'objets reçus, réparés, recyclés, vendus. Il s'agit ainsi d'une manière de relier l'acte individuel à la mesure des flux, de montrer qu'un lien existe entre ce qui est fait dans les activités proposées et la politique des déchets, d'être dans la boucle de l'économie circulaire, que les gestes ont un effet. Cette mise en équivalence quantitative des actes de don et d'achat informe aussi le public d'une des fonctions du lieu : la mise en relation entre plusieurs mondes et façons de concevoir le rapport aux objets, celui des politiques publiques et celui de l'action citoyenne locale.

L'action auprès du public passe par l'organisation d'activités centrées sur le contact avec les matières récupérées, leur transformation par des actions dans le cadre d'ateliers DIY (*do it yourself*)<sup>10</sup>, ou par la création et l'animation de jardins ou composteurs partagés, ou la mise en place d'initiatives plus innovantes comme les outiltèques<sup>11</sup> ou des ressourceries mobiles pour desservir des quartiers plus isolés ou des ressourceries éphémères, présentes sur un espace – un centre commercial par exemple - pour un temps limité.

Par ailleurs, ces lieux accueillent aussi des activités plus larges de sensibilisation : cycles de conférences ou la projection de films documentaires<sup>12</sup> ou bien des expositions artistiques créées à partir d'objets récupérés ou de matières recyclées. Dans les ateliers, les personnels des ressourceries affirment mettre en avant la valorisation de tous les savoirs et leur partage dans une démarche inspirée par l'éducation populaire où *« on apprend en faisant ensemble et en se donnant les moyens de comprendre le monde pour pouvoir le transformer »* (La Charpentière, Tours).

---

<sup>10</sup> Fabrication de produit ménagers et de beauté naturels, d'objets avec du tissu de récup', de jouets, ou bien de customisation ou détournement de meubles afin de les remettre au goût du jour, de cuisine avec les restes, de réparation d'objet électroniques – repairs cafés -

<sup>11</sup> Prêts d'outils pour réaliser différents travaux ou d'objets pour favoriser la mutualisation de ressources.

<sup>12</sup> « Demain » de Cyril Dion et Mélanie Laurent par exemple.

Dans les ressourceries, les objets abandonnés et donnés transitent donc d'un état de rebuts à un état d'objets dotés d'un nouvel usage, réemployés ou valorisés sous d'autres formes (en tant que matière première secondaire). En même temps, pour reprendre les catégories de R. Appadurai (1986) ceux-ci transitent d'un régime de valeur à un autre, la valeur qu'ils acquièrent grâce à la nouvelle fonction sociale reconnue d'objet réparé, recyclé ; mais aussi celle qui est produite par le travail réalisé par les valoristes<sup>13</sup>, et également par le rôle que les objets acquièrent comme support de nouveaux types d'échanges.

En dépliant ce qui était caché par l'acte de jeter et la disparition des déchets, les actions mises en place se veulent aussi des processus de politisation et de socialisation à de nouvelles valeurs comme la consommation responsable, l'autonomie, le partage, la sobriété, les circuits courts, l'écocitoyenneté :

*« il y a cette partie-là :- je n'en veux plus, qu'est-ce que j'en fais ? Après, qu'est-ce que ça devient ? C'est du sérieux. C'est comme quand on tire la chasse d'eau et comme par magie... qu'est-ce qu'elle devient ? Il y a un côté magique. Nous, notre travail, cette magie, il y a des gens qui travaillent derrière, ça a plein de conséquences sur la société, sur la terre, sur l'environnement, c'est du concret ». (La Charpentière, Tours).*

*« Réparer plutôt que jeter, fabriquer plutôt qu'acheter, et se réapproprier les savoir-faire nécessaires à cela... » (La Boîte à outils, atelier associatif, Nogent-le-Rotrou).*

*« On a fait déjà l'atelier « trousse » en tissu de récup. Et c'est l'occasion pour poser la question du déchet tissu, Qu'est-ce que c'est ? Quel poids ça a ? En France ? Localement ? Dans le monde ? Et comment on peut faire pour réduire ? Comment on peut faire pour consommer mieux ? » (La Recup & Co., à Nogent-le-Rotrou)*

D'autres activités, sans liens directs avec leur vocation principale, émanent des habitants du quartier (par exemple des ateliers de photographie, de sophrologie, de crochet) qui peuvent ainsi s'approprier des lieux et reconnaître aux ressourceries un rôle qui dépasse la récupération et la vente d'objet. L'ouverture à des initiatives d'habitants du quartier a aussi comme effet d'ancrer ces structures dans leur espace proche. Les activités mises en place sont présentées comme permettant de reconstruire une sociabilité locale. Les ressourceries se présentent à la fois comme des espaces qui font lieu pour les habitants du quartier et les usagers et qui peuvent produire des relations parfois pérennes entre les personnels, les usagers, les bénévoles.

*« Et puis on se veut être un lieu... On demande aux gens, et c'est très fréquent qu'on nous dise : bah, c'est ma petite promenade. J'avais envie de sortir de chez moi. Beaucoup de personnes qui vivent seules aux Gauchetières [quartier politique de la ville n.d.r.] . Beaucoup de femmes seules. C'est un quartier... avec beaucoup de familles isolées » (La Recup & Co., Nogent-le-Rotrou).*

*« Le dernier point, c'est vraiment tout ce qui est autour du lien social. Nous, le lien social, ici, on l'appréhende autour d'ateliers qui sont des ateliers de partage. Les gens viennent, ils apprennent des*

<sup>13</sup> Dénomination qui a été créée pour définir les employé.e.s du secteur des ressourceries.



*choses, mais à moyen terme, effectivement, le but serait aussi qu'ils s'approprient et qu'ils deviennent des acteurs* » (1000 & 1 partages, Neung sur Beuvron).

Il s'agit là de formes inédites d'activités collectives entre individus qui ne sont pas tous mus par les mêmes valeurs et objectifs, mais qui, par les activités autour des déchets, construisent ensemble de nouvelles formes d'action. Se créent alors des dynamiques localisées, qui se connectent et s'alimentent avec d'autres formes d'action collective à proximité et qui contribuent ainsi à la diffusion sur le territoire d'initiatives qui diffusent des modèles différents d'achat, de consommation et de réduction des déchets. Avec d'autres collectifs, visant la prévention des déchets ou la lutte contre le gaspillage, les ressourceries construisent un maillage du territoire. Elles constituent des communautés de pratique (Wenger, 2008) unies par des formes d'action localisées et par le partage des connaissances. Leurs animateurs revendiquent une grande attention à leur contexte local, un ancrage territorial, qui, pour eux, autant que le tonnage de déchets évités devrait inciter les pouvoirs publics à les aider davantage pour pérenniser leurs activités : « ...*Et comme une ressourcerie n'est pas délocalisable, elle s'inscrit vraiment dans un contexte local* » (Les Ateliers ligèteRiens, Tavers].

Par ailleurs, si les ressourceries constituent des dispositifs marchands hétérogènes proches en cela des vide-greniers diversifiant les registres de consommation (Corbillé, 2013), elles sont également des lieux où les usagers/clients peuvent réaliser un acte alternatif de consommation responsable (Guien et Ramirez, 2017) ou engagée (Dubuisson-Quellier, 2018). Certaines ressourceries exhortent ainsi leurs clients à devenir des consom'acteurs.

En ce sens, ces structures constituent un point de contact local entre les usagers et des déclarations d'intention des politiques publiques de prévention et réduction des déchets dans le cadre des différentes actions mises en place. Celles-ci s'assument comme des opérateurs de la transition écologique en mettant en pratique, en créant les conditions de possibilité de la mise en place des changements. Plusieurs porteurs partagent et répètent cette position comme un mantra « *notre rôle dans la transition énergétique et solidaire est déjà plus qu'éprouvé...* » (La Recly'regie, Bourges).

### ***Les tensions et contradictions***

On l'a vu, les ressourceries sont des structures polyfonctionnelles. Leurs quatre volets d'activités les confrontent à des injonctions différentes et parfois contradictoires : économiques, sociales, environnementales. Elles sont donc en tension permanente entre des logiques marchandes et celles de l'engagement dans des causes sociales et politiques. Au-delà des principes qui animent les actions collectives, ces structures apparaissent comme fragiles. Les conditions de leur pérennisation ne sont pas acquises. La revente ne permet pas seule d'assurer la stabilisation des emplois. Par ailleurs, les aides disponibles sont attribuées dans le cadre d'appels à projets pour une durée déterminée. De plus, les financements obtenus sous la forme d'emplois d'insertion obligent à une rotation du personnel. Ces structures sont placées dans la situation d'incarner la promesse d'une priorité donnée à la réduction des déchets et à l'économie circulaire alors que le



modèle de production et de consommation dominant n'est pas vraiment remis en question et elles risquent de s'épuiser dans une mission de remise en circulation permanente des objets.

Nos entretiens ont montré qu'il s'agit de structures qui expérimentent ou ont expérimenté une grande précarité et des incertitudes sur leur devenir. En commençant par les lieux où elles s'installent – souvent des espaces urbains périphériques et/ou délaissés, des friches industrielles (par exemple La Charpentière à Tours) ou dans des quartiers centraux considérés comme dégradés. Par ailleurs, les locaux qu'elles occupent peuvent être loués en signant des baux précaires, de très courte durée lorsque ceux-ci sont mis à disposition par des privés ou les collectivités locales (La Ressource AAA, Les Ateliers ligéteriens). D'autres doivent être capables d'assumer une croissance rapide des flux et des emplois et sont soumises à une forte pression pour s'adapter.

Nos entretiens font état aussi de conditions de travail souvent difficile à cause d'un déficit d'aménagement de locaux, d'une part, et, d'autre part, d'horaires de travail qui dépassent parfois les heures prévues par les contrats. Les porteurs soulignent aussi les difficultés à devoir assumer la recherche de financements de la structure, les compromis à mettre en place par rapport au projet initial, qui peuvent se traduire par des conflits vis-à-vis des valeurs à l'origine des engagements des porteurs (Becker, 1970). L'enjeu est donc de tenter de maintenir sur la durée l'intensité de l'engagement à l'origine des projets. Alors que certains porteurs se disent inspirés par des valeurs sociales et solidaires, la poursuite de l'activité peut parfois les placer devant des contradictions difficiles à supporter : soumettre des salariés à une charge de travail qui dépasse de loin le cadre de leurs contrats, souvent du personnel jeune très engagé dans un projet qui se veut novateur et alternatif. Cette situation concerne aussi les porteurs eux-mêmes : « *De toute manière, les ressourceries, on est sur un système qui fonctionne que sur les surhommes. Je veux dire sur les super-héros* » (Cré-sol). Pour d'autres, il s'agit de faire un pari sur l'avenir qui ne se transforme pas en saut dans le vide :

*« Et je savais bien qu'à un moment quand même, on arriverait, enfin j'espérais...c'était risqué. J'espérais qu'à un moment, on arrive à décrocher les subventions. Donc j'ai arrêté de bosser à Nanterre, avant, plusieurs mois avant. Je suis restée huit mois au chômage avant de réussir à avoir des subventions ici. Mais voilà, c'était un peu un pari »* (La Boîte à outils, atelier associatif, Nogent-le-Rotrou).

D'autres contradictions s'expriment aussi dans le travail quotidien, dans la confrontation avec les objets et les personnes (employés, bénévoles, clients/usager). Les ressourceries doivent faire face à un flux permanent d'objets, au problème de leur stockage et à la menace constante de devenir un simple exutoire. Les personnels expriment souvent le sentiment d'être submergés par les flux d'objets et de ne pouvoir les contenir. La gestion de volumes croissants d'objets oblige les ressourceries à augmenter le nombre de salariés afin de pouvoir prendre en charge les flux et d'éviter d'être débordées et de devoir renvoyer les objets à l'enfouissement ou à l'incinération. La solution qui s'offre à elles est celle d'avoir recours à un modèle économique proche à celui des structures d'insertion (atelier et chantier d'insertion, entreprise d'insertion, entreprise de travail temporaire d'insertion) pour avoir accès à des contrats aidés tout en développant une offre de

biens et de services qui leur procure des revenus commerciaux. Ce choix est parfois adopté dès la création (c'est le cas pour les plus grandes structures, notamment celles liées aux régies de quartier), pour d'autres, il s'agit d'une décision prise par la suite, d'autres encore ne souhaitent pas rentrer dans ce type de dynamique. Or, l'activité d'insertion oblige les ressourceries à devenir opérateurs d'une politique basée sur la non-pérennisation des salariés. Par ailleurs, cette évolution les rapproche d'organisations comme Emmaüs qui pratiquent depuis très longtemps une activité qui allie insertion et récupération, dont les modes de justification évoluent puisqu'elles intègrent aujourd'hui le langage de l'économie circulaire et soulignent leur contribution à la cause environnementale (Brodie, 2009).

De fortes tensions sont aussi perceptibles au niveau des épreuves que les ressourceries doivent surmonter pour prouver leur rentabilité économique et environnementale (comptabiliser les tonnages réemployés, recyclés, valorisés), attester de leur public (passages en caisses, nombres de participants aux ateliers par an). Alors qu'une partie de leur activité est évaluée à partir de leurs résultats dans la prévention des déchets et dans la sensibilisation aux thèmes écologiques, les personnes enquêtées considèrent que la portée sociale de leur travail (ce qui est désigné comme « tissage de liens », « lien social », « convivialité ») dans les quartiers d'implantation n'est pas suffisamment valorisée par les administrations locales. En effet, pour les enquêtés, si leur rôle dans les politiques locales de réduction des déchets est de plus en plus attesté, c'est la reconnaissance du travail d'animation locale qui fait défaut, et leur capacité à ancrer la transition dans des milieux de vie.

### **III Comment penser les relations entre résistances et institutionnalisation**

Dans cette dernière partie, nous proposons d'élargir le regard et de mettre en débat plusieurs cadres d'interprétations possibles pour penser les relations entre résistances et institutionnalisation à partir de notre recherche.

#### *L'engagement de collectifs pour l'action publique de prévention des déchets*

Une première façon de conceptualiser les choses serait de reprendre un modèle qui invoque la capacité d'auto-organisation de collectifs issus de la société civile ancrés localement qui cherchent les conditions de leur fonctionnement, qui aspirent à la reconnaissance de leur rôle dans le domaine des déchets. Les pouvoirs publics devraient assumer une fonction nouvelle : celle d'identifier, de soutenir et d'accompagner les initiatives citoyennes des nouveaux acteurs de la transition (CGED). Or, nos enquêtes sur les ressourceries font apparaître dans ce cas une relation plus ambiguë entre résistance à la surproduction des déchets et institutionnalisation. Dans certains cas, nous l'avons dit, des collectivités territoriales ou d'autres structures instruments de politiques publiques - comme les régies de quartier - sont à l'origine d'initiatives pour construire les conditions d'implantation d'une ressourcerie sur un territoire. De plus, nous avons vu que les porteurs sont à la fois des entrepreneurs de causes et des porteurs de projet qui ancrent leurs actions dans un répertoire d'action et dans un cadre d'appui existant. Une grande partie des ressourceries de la région Centre ont été créées grâce à l'appui de l'appel à projets de l'ADEME. Il ne s'agit donc pas ici de l'expérimentation d'une forme nouvelle, mais bien du déploiement de

structures emblématiques de la nouvelle relation aux déchets que prônent les politiques publiques. On pourrait donc considérer que nous sommes en présence d'une manifestation d'un tiers secteur associatif basé sur un triple ancrage : dans le monde des politiques publiques, dans le monde du marché et dans celui de la vie quotidienne (Laville 2001 : 103). Les ressourceries, en développant des actions qui se situent aux frontières entre économie marchande, économie non marchande et des formes d'échange non monétaires, incarneraient donc un nouveau domaine de déploiement de l'économie sociale et solidaire (ibid).

Plus précisément, les ressourceries pourraient être considérées comme des structures d'appui à la diffusion d'un régime de proximité dans la gestion des déchets (Cirelli, Maccaglia, Melé, 2019), ou de la recomposition des filières autour des économies morales de la valorisation, de la prévention et de la proximité (Barbier, 2021). Pour rester dans le cadre d'interprétation proposé par Rémy Barbier, ce que nous observons pourrait être décrit comme des initiatives en tensions aux frontières « dynamiques et contestées » d'un « ordre public rudologique » en mutation (Barbier, 2021 :11). En revendiquant le déploiement d'une nouvelle filière basée sur des valeurs et des intentions politiques, on pourrait dire que les ressourceries effectuent un travail d'actualisation d'une modalité particulière d'interprétation de cette économie morale par des actions collectives et par la mise en place de dispositifs spatiaux et sociaux qui incarnent ce travail qui charge de sens l'action de revalorisation des objets.

Ces considérations et les éléments que nous avons identifiés sur les synergies avec certains éléments des politiques nationales et régionales de prévention des déchets et la déconnexion avec les entités gestionnaires au niveau local responsables du ramassage et du traitement, pourrait nous conduire à sortir d'un cadre toujours très présent chez nos enquêtés comme d'une manière plus ou moins explicite dans la littérature, celui qui oppose les résistances citoyennes et l'action des pouvoirs publics. En effet, dans le langage de la sociologie de l'action organisée (Lafaye, 1996), on pourrait identifier un système d'action concret qui implique des personnes dans des positions différentes, pour certaines à l'intérieur des institutions publiques pour d'autres à l'extérieur, mais qui œuvrent ensemble pour la transition dans le domaine des déchets. Les objectifs ambitieux, les déclarations d'intentions inscrites dans les évaluations des politiques publiques parfois sur proposition d'acteurs associatifs (Boy *et al*, 2012) peuvent servir de prise et de cadre pour l'action d'acteurs non institutionnels au niveau local. Ce que nous observons chez les personnes enquêtées s'exprime d'abord comme une volonté d'engagement pour traiter un problème public, en appui à l'action publique pour contribuer à produire un changement dans la prise en charge des déchets. Cela nous conduit à proposer d'élargir la notion même d'action publique pour considérer qu'elle ne doit pas être réservée à l'action des représentants des pouvoirs publics. Il est en effet possible de suivre Jacques Ion (2001), qui l'utilise d'une manière élargie dans ses travaux sur les nouvelles formes d'action collective et d'engagement pour penser l'action en commun dans l'espace public ; ainsi que Nadine Souchard et Yves Bonny (2015) qui proposent de distinguer trois formes d'action publique : celle initiée par les pouvoirs publics ; celle, autonome, portée par des d'acteurs de la société civile et celle, conjointe, correspondant à des formes de co-construction entre ces deux catégories d'acteurs.

### ***Mondes sociotechniques et acteur réseau***

Il serait donc possible de caractériser les ressourceries comme de nouvelles modalités d'action publique construites sur la base d'une forme particulière d'action collective. Par rapport à d'autres formes d'action de collectifs ou d'association étudiées dans notre projet, elles présentent comme spécificité importante d'ouvrir des lieux pour prendre en charge directement des objets et éviter leur transformation en déchet. L'objet qui passe par la déchetterie est chargé de sens, d'une certaine façon il incorpore l'action collective et l'intention politique qui contribue à lui donner une nouvelle place, à réactiver sa relation avec des humains. Comme le dit la responsable de la recyclerie 1000 & 1 partages « *Quand vous achetez un objet à la recyclerie, vous achetez plus qu'un objet, vous achetez des heures de tri, de sourire, de bricolage. Vous achetez aussi des heures d'expérimentation et de création* ».

Cette citation nous conduit à introduire une référence à la théorie de l'acteur réseau. En effet, ce cadre d'interprétation pourrait permettre de rendre compte de ce qui est à l'œuvre dans les processus observés et décrits lors des enquêtes<sup>14</sup>. Lorsqu'un usager fait un acte de don ou achète un objet, cet acte n'est possible et concevable que parce qu'il mobilise une action collective qui implique une configuration d'action préalable, mais aussi, dans le cas du don, une action dans le futur d'un acteur réseau spécifique qui va permettre de faire circuler des objets.

Cet acteur réseau ressourcerie relie ensemble des individus, des valeurs, des institutions, des outils et instruments de politiques publiques et s'incarne dans un lieu et dans des dispositifs délégués. Son émergence est le résultat d'un assemblage complexe produit par des promoteurs qui vont réaliser les activités de traductions, d'intéressement, et qui se constituent comme porte-paroles de l'acteur réseau en construction. Les individus que nous avons rencontrés nous décrivent ce travail et les difficultés liés à faire tenir ensemble, à relier des entités qui existent dans des mondes et à des échelles distinctes, et qui ont été conçues avec des objectifs différents. Le caractère construit et hétérogène des assemblages est particulièrement visible dans les moments de tensions, de crises, de blocages. Nous avons observé la diffusion sur le territoire de la région d'une forme spécifique de réseau sociotechnique dont la possibilité existe sous forme d'un répertoire d'action collective inscrit dans des dispositifs d'appui, qui est promue par des réseaux formalisés, soutenus par des outils de financement et des instruments de politiques publiques. Ces dispositifs d'appui peuvent constituer des modalités d'enclenchement et des supports à l'action de conception, d'adaptation et de localisation de l'action.

D'une certaine façon, les ressourceries et les acteurs du réemploi configurent un monde sociotechnique alternatif (Callon, 2006b) qui n'est pas déconnecté du monde sociotechnique de la gestion des déchets : celles-ci instaurent un sas permettant une autre forme d'accès à ce système.

On pourrait critiquer un des effets de cette lecture, c'est-à-dire la réduction de la portée des intentions politiques des acteurs humains, et du poids des valeurs qui justifient l'engagement des acteurs. Mais l'on peut aussi souligner que dans ce cas les assemblages ne sont possibles que parce

---

<sup>14</sup> Dans ce paragraphe nous reprenons le vocabulaire et les catégories de la sociologie de l'acteur réseau, tel que l'a présenté Michel Callon (2006a et 2006b).



que des valeurs, des intentions, des formes de politisation liées à la lutte contre le gaspillage se diffusent dans la société, trouvent écho et résonnent par et pour les individus engagés.

\*

\* \*

Si le contact avec les objets comporte toujours, comme le notait Stéphanie Messal lors de son ethnographie du *Recyclodrome* de Marseille, un risque émotionnel (2014 : 230) - celui de céder à l'appel d'objets qui semblent chercher une nouvelle relation avec des humains pour lutter contre leur obsolescence –, le travail de politisation réalisé par les ressourceries accompli, dans un lieu dédié, une mise en scène de l'acte d'attribuer aux déchets une nouvelle vie. Cela produit - pour certains individus - une nouvelle forme d'émotion, une émotion politique liée à l'action de résistance à l'hyper-consommation, à la surproduction des déchets et à l'engagement dans une transition environnementale et sociétale.

## Bibliographie

Appadurai, A., (éd.), 1986, *The Social Life of Things. Commodities in Cultural Perspectives*, Cambridge University Presse.

Barbier R., 2021 « Faire collectif avec les déchets : essai sur l'ordre public rudologique », in Cirelli C., Maccaglia F., *Penser le politique par les déchets*, *Géocarrefour* 95/1, mis en ligne le 23 février 2021, URL : <http://journals.openedition.org/geocarrefour/16183>.

Becker H.S, 1970, « La carrière de l'enseignant de l'école publique de Chicago », dans *Sociological Work. Method and substance*, Chicago, Adline Publishing Company.

Bobbio L., Melé P., Ugalde V., (éds.), 2016, *Entre conflit et concertation : gérer les déchets en France, en Italie et au Mexique*, Lyon, ENS Editions.

Boy D., Brugidou M., Halpern C., Lascoume P. (éds.), 2012, *Le Grenelle de l'environnement : acteurs, discours, effets*, Paris, Armand Colin.

Brodiez A., 2009, « Circulations et recompositions des espaces du politique dans les ONG : le cas d'Emmaüs », *Politique et Sociétés*, 28(1), 91-109.

CGDD (Commissariat général au développement durable), 2017, *Initiatives citoyennes et transition écologique : quels enjeux pour l'action publique ?* Paris, Ministère de la transition écologique et solidaire.

Callon, M., 2006a, « Sociologie de l'acteur réseau », in M. Akrich & B. Latour (Éd.), *Sociologie de la traduction : Textes fondateurs*, Sciences sociales, Paris, Presses des Mines, p. 267-276

Callon M., 2006b, « Les réseaux sociaux à l'aune de la théorie de l'acteur-réseau » entretien avec M. Ferrary, *Sociologies pratiques*, vol. n° 13, n° 2, p. 37-44.

Cirelli C., Maccaglia F., (éds.), 2019, *Territoires des déchets. Agir en régime de proximité*, Tours, PUFR.

Cirelli C., Maccaglia F., Melé P., 2019, « Discours et pratiques de la proximité à l'épreuve des contextes : vers un régime de proximité », in Cirelli, Maccaglia (eds.) *Territoires des déchets. Agir en régime de proximité*, Tours, PUFR, 235-254.

Corteel D., 2015, « Des déchets faire surgir une capacité d'agir. Enquête dans une association berlinoise de récupération », *Ethnologie Française*, 2015/3 N°153, p. 511-522.



- Gobert J., Deroubaix J-F., « Réparer, recoudre, restaurer... Des collectivités locales en tâtonnement », in Cirelli C., Maccaglia F., *Penser le politique par les déchets*, *Géocarrefour* 95/1, mis en ligne le 23 février 2021, URL : <http://journals.openedition.org/geocarrefour/> 16518
- Guien J., Hajek I., Ollitrault S., 2020, « Femmes et luttes contre le gaspillage : un espace d'émancipation ou d'aliénation genrée ? », *Ecologie Politique*, 60, 2020/1, 105-119.
- Hajek I., 2019, RELGA, *Étude sur les réseaux émergents de lutte contre le gaspillage en France, les « passeurs » de la lutte contre le gaspillage*, Rapport final, ADEME, SAGE.
- Jasper J., 1998, "The Emotions of Protest: Affective and Reactive Emotions in and around Social Movements", *Sociological Forum*, Vol. 13, No. 3 (Sep., 1998), pp. 397-424.
- Lafaye C., 1996, *Sociologie des organisations*, Avon, Nathan.
- Ion J., 2001, (dir.), *L'engagement au pluriel*, Saint-Etienne, Presse de l'Université de Saint-Etienne.
- Laville J.L., 2001, "3. Les raisons d'être des associations", dans, J.-L. Laville, A. Caillé, P. Chanial, *Association, démocratie et société civile*, La Découverte, p. 61-140.
- Messal S., 2014, *La réanimation des objets mourants*, Thèse en Anthropologie sociale et ethnologie. Aix-Marseille Université, 2014.
- Rassat F., 2017, « Consommer local et s'inscrire dans un territoire. Les pratiques de réemploi et d'achat en ressourcerie », *Terrains & travaux* 2017/2 (N° 31), p. 87-108.
- Rassat F., 2020, *Le rôle des initiatives civiles de prévention des déchets dans la fabrique de la ville : l'exemple des lieux de réemploi*, Thèse de doctorat en Géographie, Université de Paris Diderot.
- Roux D., 2007, « La résistance du consommateur : Proposition d'un cadre d'analyse », *Recherche et Applications en Marketing*, vol. 22, n° 4/2007.
- Souchard N., Bonny Y., 2015, « La recherche-action coopérative, une voie contributive aux productions de la société civile », communication au Colloque du GIS Démocratie et Participation *Chercheur.es et acteur.es de la participation : liaisons dangereuses et relations fructueuses*.
- Vaillancourt, J-G., Séguin M., Maheu L., Cotnoir L., (éds.), 1999, *La gestion écologique des déchets*, Presses de l'Université de Montréal.
- Wenger, E., 1998, *Communities of Practice: Learning, Meaning, and Identity*, Cambridge University Press.